

105-1  
112  
26 août 1954N O T E

La période qui s'est écoulée entre le 26 juillet et le 25 août a vu s'engager les travaux de la Commission Internationale de Contrôle en Indochine. Sur le plan intérieur, elle a été marquée, au Vietnam, par une détérioration continue de la position du gouvernement NGO DINH DIEM.

I.- ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONTROLE

A l'appel du gouvernement indien, dont le représentant doit, comme on le sait, présider la Commission Internationale de Contrôle, une conférence s'est tenue à New-Delhi, du 1er au 6 août, afin d'organiser la Commission et de définir ses méthodes de travail. Y étaient représentés, outre les trois pays membres de la Commission, la France, le Vietminh et les trois Etats associés. Les principales questions traitées par les délégués ont été les suivantes :

1°) Composition des Commissions : Il a été entendu que les présidents des trois Commissions Internationales

seront des personnalités civiles et leurs adjoints des officiers généraux du grade de général de division.

C'est ainsi que M. DESAI, Ministre-Conseiller du Haut-Commissariat de l'Inde à Londres, s'est vu confier la présidence de la commission pour le Vietnam. M. OGRODZINSKI, ancien Chargé d'affaires de Pologne à Paris, y représentera son pays. M. SHERWOOD LETT, Chancelier de l'Université de Vancouver, sera le chef de la délégation canadienne; en attendant son arrivée, celle-ci sera conduite par M. MANDONNEL, Ambassadeur, Sous-Secrétaire d'Etat adjoint au Ministère des Affaires Etrangères d'Ottawa.

2°) Siège des Commissions : ~~Vietiane~~ et Phnom Penh avaient déjà été désignés à Genève pour héberger les Commissions du Laos et du Cambodge. Le siège de la Commission pour le Vietnam n'avait pas été précisé; après quelques jours de discussion, il a été fixé provisoirement à Hanoi, qui a l'avantage d'être à proximité des deux états-majors et au centre de la région où risque de surgir le plus grand nombre de contestations. Seuls, les délégués du Vietnam se sont élevés contre cette décision qui, au contraire, a été bien accueillie par les délégués français. Le choix de Saïgon, en effet, aurait pu permettre au Vietminh d'établir dans le Sud, sous couvert de liaison avec la Commission, une mission permanente susceptible

de servir de lien entre les délégués français et vietnamiens.

à la Commission mixte.

Après quelques jours de discussion, la Commission

de devenir un centre de propagande et de sédition.

3°- Organisation du travail : Les Commissions mettront sur pied 26 équipes d'inspection fixes et 26 équipes mobiles. Il a été décidé, d'autre part, d'instituer un Secrétariat international qui sera mis à la disposition des diverses commissions: chacune de celles-ci aura donc un Secrétaire général indien assisté de deux secrétaires généraux, l'un canadien, l'autre polonais. Les Indiens ont promis de fournir la plus grande partie du personnel auxiliaire de ce secrétariat. Les traducteurs et les interprètes seront, en général, recrutés sur place, sauf pour ceux de la délégation polonaise qui viendront en majorité de ce dernier pays.

Un détachement précurseur chargé d'installer la Commission en Indochine, et dirigé par M. DUTT, Directeur au Ministère des Affaires Etrangères de l'Inde, est arrivé à Hanoï le 11 août, après avoir fait escale à Phnom-Penh et à Saigon, où des réceptions ont été données en son honneur.

La première séance officielle de la Commission pour le Vietnam s'est tenue à Hanoï le 11 août, date de la cessation des hostilités au sud-Vietnam. Elle s'est immédiatement saisie de la question des échanges de prisonniers au sujet de laquelle une contestation s'était élevée depuis plusieurs jours, à Trung-Gia, entre les délégués français et vietminh à la Commission mixte.

Après quelques heures de discussions, la Commission a

proposé aux deux parties un compromis qu'elles ont accepté et, quelques jours après, les échanges de prisonniers ont pu commencer au Nord-Vietnam à la date fixée par la Commission mixte, c'est-à-dire le 18 août. Au cours des journées du 18 et du 19, les autorités françaises ont remis 5.400 prisonniers au Vietminh et en ont reçu 600.

Les premiers travaux de la Commission Internationale au Vietnam ont donc commencé sous d'assez heureux auspices. Si la première contestation de fond a été, ainsi, rapidement résolue, il est, toutefois, apparu un problème qui préoccupe assez sérieusement les autorités françaises: il s'agit de l'équilibre à maintenir entre les effectifs respectifs des trois délégations composant les Commissions de contrôle.

Si le nombre des représentants officiels des trois pays au sein de chaque commission, ou de chaque équipe d'inspection ne peut qu'être rigoureusement égal, il n'en est pas de même, en fait, pour le personnel subalterne et auxiliaire. De ce point de vue, en effet, nos représentants ont été frappés par le gonflement des effectifs indiens et polonais par rapport aux effectifs canadiens.

Il semble effectivement que les autorités de New-Delhi envisagent d'affecter quelque 350 agents à chacune de leurs trois délégations; elles sont chargées d'autre part de recruter le secrétariat international des commissions, ce qui augmentera

notablement leur contribution. Bien que plus modeste, la participation polonaise n'en sera pas moins très élevée et dépassera probablement le chiffre de 200 indiqué officieusement par l'un des délégués de ce pays. Malgré les efforts qu'il a promis de faire dans ce sens, il est douteux que le gouvernement canadien parvienne à rétablir assez rapidement l'équilibre.

Les autorités françaises s'efforceront d'intervenir, autant que faire se pourra, afin d'éviter de voir s'aggraver la situation de fait ainsi créée. Il conviendra, d'autre part, de veiller attentivement à ce que l'important personnel étranger qui va être introduit en Indochine n'exerce son activité que dans le cadre des accords de Genève.

II.- SITUATION INTERIEURE EN INDOCHINE

Tandis que l'attention de l'opinion publique française est maintenant sollicitée plus par le problème de la C.E.D. que par le problème indochinois qu'elle considère comme réglé dans son principe, les divers éléments qui composent la situation intérieure en Indochine, et notamment au Vietnam, ont peine à se dégager de l'état d'extrême confusion qui a suivi la conclusion des accords de Genève.

Quelques jours à peine après son accession au pouvoir,

d'intérêts personnels, par conséquent, les intérêts administratifs presque inexistantes.

M. NGO DINH DIEM, dont le programme était axé sur la résistance à tout prix et sur le refus d'une participation du Vietnam, a dû consentir à la coupure de son pays, concevoir enfin qu'il était obligé de compter avec les féodalités du sud.

Le sort du Ministère NGO DINH DIEM, formé d'une majorité de personnalités du nord et du centre, est dorénavant entre les mains des groupements politico-confessionnels du Sud-Vietnam. Or, ceux-ci se sentant menacés dans leurs privilèges, ne peuvent dans l'ensemble qu'être hostiles à l'actuel gouvernement. Si des chefs codaïstes veulent bien lui apporter un soutien limité qui n'est sans doute pas exempt de calcul, les dirigeants BINH XUYEN et HOA HAO entretiennent des ferments d'agitation qui pourraient bien être les signes précurseurs d'une attaque de front contre les tenants du pouvoir. Enfin le Président du Conseil doit compter avec le particularisme des Cochinchinois, qui est resté très vif. Ce sentiment ne peut que s'accroître dès l'instant que le Sud voit s'accroître sa prépondérance.

Les tâches qui attendent M. NGO DINH DIEM au lendemain des accords de Genève ne laissent pas d'être ardues: faire face, dans un premier temps, au problème des évacuations et du recasement des populations déplacées, empêcher le Vietminh de se maintenir en zone nationaliste, rassembler autour du gouvernement des forces jusqu'ici uniquement préoccupées

Le plupart des nationalistes pensent que le chef de l'Etat devrait être éliminé du pouvoir, tandis que l'ancien président d'intérêts personnels, reconstruire une armée et une administration presque inexistantes, procéder aux réformes des structures indispensables dans les domaines politique, économique et social.

Se rendant compte de l'obstacle que présentait à leurs réalisations l'hostilité à laquelle se trouvent en butte peut-être plus certains de ses collaborateurs que lui-même, le Président DIEM envisage de procéder à un remaniement ministériel. En admettant qu'il réussisse - et notamment qu'il puisse se concilier les sectes du Sud - des jours et des semaines risquent de s'écouler avant qu'il soit en mesure de dominer les problèmes qui le confrontent.

On estime, cependant, dans les milieux politiques du Sud-Vietnam, que les chances de M. NGO DINH DIEM de se maintenir au pouvoir sont faibles. On retient de plus en plus l'hypothèse que S.M. BAO DAI proposera, dès son retour en Indochine prévu pour le début de septembre, de remplacer le gouvernement de M. NGO DINH DIEM par un gouvernement d'union nationale ayant mission de préparer une consultation populaire. On pense également que le chef de l'Etat s'efforcera de convaincre les hommes politiques vietnamiens de l'avantage que présenterait l'institution d'une monarchie constitutionnelle.

Cependant, l'annonce du retour de S.M. BAO DAI est accueillie au Vietnam avec une réserve qui frise l'hostilité.

La plupart des nationalistes pensent que le chef de l'Etat devrait être éliminé du pouvoir, tandis que l'ancien président du Conseil, M. NGUYEN VAN TAM, estime que le cas de S.M. BAO DAI devrait être réglé constitutionnellement.

Quoiqu'il en soit, la confusion n'est pas loin d'avoir atteint son point extrême. Il est permis de croire que la crise de régime qui couve depuis près d'un mois éclatera très prochainement. Affectera-t-elle à la fois le chef de l'Etat et le chef du gouvernement ou seulement ce dernier ? Le second terme de l'hypothèse apparaît le plus probable, tout au moins dans un premier temps, si l'on considère notamment que MM. NGUYEN VAN TAM et TRAN VAN HUU, dont les noms sont les plus fréquemment prononcés en liaison avec la formation d'un nouveau gouvernement, paraissent opposés à toute mesure anticonstitutionnelle qui risquerait de susciter des difficultés avec la France et les Etats-Unis.

Il se confirme que l'annonce du cessez-le-feu a provoqué un soulagement général dans les populations vietnamiennes, tant dans les villes que dans les campagnes. L'ordre public a été presque partout maintenu dans le Nord, sans qu'il soit besoin de mettre en vigueur le dispositif d'alerte. Les assez nombreuses désertions de soldats nationalistes n'ont donné lieu à aucun acte d'hostilité à l'égard des troupes françaises. Cependant, la carence de la police et la désintégration rapide

Tandis que le Vietnam nationaliste en est encore à chercher sur le plan politique les bases mêmes de son existence, le Vietnam a déjà commencé, avec les services de l'administration nationaliste dans le nord font planer sur Hanoï et Haïphong une menace préoccupante. Aussi, des mesures exceptionnelles ont-elles été prises par l'autorité militaire et le représentant de la France en accord avec les autorités vietnamiennes pour éviter tout incident grave.

A Hanoï et Haïphong, des "bureaux mixtes de transport" franco-vietnamiens ont été organisés. Plus de 50.000 civils ont déjà été évacués vers le sud. La cadence actuelle est de 3.000 évacuations quotidiennes par la voie aérienne, auxquelles doivent s'ajouter les évacuations par la voie de mer, auxquelles participent notamment des bâtiments de la "Task Force 80" américaine.

Les plans prévus visent actuellement le transport, tant par air que par mer, de 200.000 personnes. Il est toutefois vraisemblable que ce chiffre sera dépassé. En effet, de nombreux Vietnamiens du nord qui, il y a quelques semaines encore, manifestaient leur sympathie à l'égard de la "résistance", demandent maintenant à être évacués, tandis qu'il n'est pas exclu qu'un mouvement de panique se dessine aux environs du 10 octobre. C'est, estime-t-on, l'attitude des autorités viet-minh à l'égard de ses administrés, ainsi que l'accueil que les Vietnamiens du sud réserveront à leurs compatriotes du nord qui seront les facteurs déterminants de l'exode.

Tandis que le Vietnam nationaliste en est encore à rechercher sur le plan politique les bases mêmes de son existence, le Vietminh a déjà commencé, avec les moyens éprouvés que lui confère son organisation, la poursuite, par des voies politiques, des objectifs qu'il n'avait pu atteindre par la lutte armée: l'unité du pays et sa "démocratisation". Une campagne très adroite a été déclenchée: au Nord-Vietnam pour faire rester sur place les troupes nationalistes et les populations civiles, au centre et sud Vietnam pour maintenir et accroître l'emprise communiste sur la population par l'organisation de manifestations anti-gouvernementales, sous prétexte de célébrer le retour à la paix.

Au Cambodge et au Laos, les problèmes sont différents. Si les gouvernements royaux s'estiment en bonne posture pour régler les questions posées par l'intégration dans la communauté nationale des anciens éléments rebelles, ils n'en éprouvent pas moins certaines appréhensions touchant la défense de leur territoire, en raison du rôle d'états-tampons que ces pays seront appelés à jouer.

Le Cambodge, pour sa part, après avoir réglé la crise qui affectait son équilibre gouvernemental, paraît rechercher une aide économique et financière accrue et directe des Etats-Unis. Il esquisse d'autre part un rapprochement avec la Thaïlande, où doit se rendre très prochainement S.M. NORODOM SIHANOUK.

28 septembre 1954

Au Laos, un délai sera nécessaire avant que l'accord se fasse entre les Laotiens partisans du maintien des troupes françaises dans les bases prévues, et les éléments nationalistes disposés à faire de la surenchère pour s'assurer auprès de la nouvelle clientèle électorale constituée par les anciens rebelles le succès de leurs partis aux prochaines élections.

Les gouvernements de Birmanie et de Ceylan ont reconnu le Cambodge et le Laos, réservant pour le moment leur décision en ce qui concerne le Vietnam en raison de la situation particulière à ce pays ./.

Le conflit a éclaté le 11 septembre entre le gouvernement et l'armée siamoise de provoquer une crise des plus sérieuses.

I - SITUATION GÉNÉRALE

En suite de la prise des décisions des commissions techniques...

165-1

JR/SC

20 septembre 1954

122

Les Commissions Internationales... d'effectuer sur la plus large échelle les opérations de contrôle... dans le sein leur a été confié. Elles ont, d'autre part, été

N O T E

-:-:-:-:-

s/s: Développement politique intéressant l'Indochine.

... sur la question des prisonniers pour ce qui... de Vietnam et sur celle des rapatriements et ce qui concerne... la zone.

Tandis que l'application des accords de Genève relatifs à la cessation des hostilités se poursuit en Indochine, une Conférence réunissant à Manille les représentants de huit pays occidentaux et asiatiques a élaboré le texte d'un Pacte de sécurité du Sud-Est asiatique.

Au cours de la période allant du 27 août au 20 septembre, la situation intérieure au Vietnam n'a cessé de se détériorer. Le conflit <sup>qui</sup> éclaté le 11 septembre entre le Gouvernement et l'armée risque de provoquer une crise des plus sérieuses.

I - APPLICATION DES ACCORDS DE GENEVE.-

La mise en place des contingents des Commissions internationales arrivés en Indochine depuis le début du mois de septembre s'effectue assez rapidement. Les effectifs de ces contingents atteindront 1.500 personnes environ au 1er octobre.

....